

# MILANNGES RELIGIEUX,

POLITIQUES, COMMERCIAUX ET LITTÉRAIRES.

Vol. XI. Montreal, Vendredi, 4 Aout 1848. No. 94.

## L'ITALIE

ET  
CHARLES-ALBERT.

L'Italie commence à recueillir le fruit de sa confiance en Charles-Albert. Elle s'était levée au nom de l'indépendance et de la liberté, et l'Europe applaudissait avec admiration à l'héroïsme de ses efforts. Le saint amour de la patrie soulève partout les populations réveillées de leur long sommeil; l'enthousiasme supplée à la discipline et aux armes dont on manque. Milan chasse de ses murs les barbares vaincus; Venise et d'autres villes imitent l'exemple donné par Milan. La violente terre italique, *Palma mater*, tressaille comme au jour où elle enfanta la race généreuse qui renait après tant de siècles d'une léthargie semblable à la mort.

Cependant Charles-Albert, attentif au mouvement des esprits dans la Péninsule, et qui ne pouvait arrêter, avait compris, depuis quelque temps, le parti qu'en pourrait tirer son ambition. Devenu tout-à-coup quasi libéral, sans néanmoins se commettre, en évitant de s'engager assez pour rendre impossible le retour à son ancienne politique de compression et de persécution, il en relâcha peu à peu les ressorts, permit la rentrée de quelques banais, dénoua quelques-uns des liens de la presse, et affecta contre l'Autriche une sorte de patriotique opposition.

Prompts dans leurs espérances, qu'exaltaient outre mesure la haine de l'étranger, beaucoup d'Italiens virent dans Charles-Albert le futur sauveur de l'Italie. Aucun moyen que ses agents, aussi nombreux qu'habiles, n'employassent pour répandre une opinion si favorable à ses projets. En réalité, il poursuivait le but constant de la politique de sa maison; il se préparait à profiter des circonstances que pourrait amener un avenir prochain, pour s'agrandir aux dépens de la Lombardie.

Lorsque la révolution y éclata, que fit-il? D'abord, avec le régime d'une prudence consommée, il attendit les événements. Entré plus tard par son armée même, il se déclara à intervenir, et c'est alors que ses vrais desseins apparurent clairement à quiconque n'avait pas résolu de s'aveugler.

Salué par des acclamations en partie achetées, car la corruption a joué un grand rôle dans cette conjuration monarchique; salué, disons-nous, roi d'Italie, il voulait en effet joindre au Piémont l'Italie supérieure, toute l'Italie même, s'il se pouvait, car ses rêves allaient jusque-là. Mais la réunion des états italiens en un seul royaume est impossible, à cause de la double résistance intérieure qu'elle susciterait: d'où il suit que l'Italie, qui aspire à être une pour être quelque chose pour être une nation, a rencontré dans Charles-Albert et dans ses intérêts, le plus fatal obstacle qui pût être opposé à ce qu'appelle son vœu le plus ardent.

L'unité de l'Italie a pour condition rigoureuse, absolue, la république. Voilà pourquoi Charles-Albert, au moment où il s'abattit comme l'aigle des Alpes sur la Lombardie, prit tant de peine, apporta tant de soins pour en éloigner non seulement les français, mais les Suisses. Ce n'était pas les hommes qu'il craignait, mais les idées, mais les principes que représentaient les hommes. Il exalta l'orgueil national, il réveilla de vieilles amonitions presque éteintes, et, après avoir avec l'aide de l'aristocratie et de gouvernements provisoires vendus, trompé le peuple jusqu'au point de lui faire repousser de secours fraternels, il resta seul sur le champ de bataille, en face des oppresseurs et des barbares.

Sans doute, ils vont lui succéder, et l'Italie va être délivrée. Au contraire, le mouvement national s'arrête; à peine, de loin en loin, quelques combats partiels. Il faut que la Lombardie géme le besoin d'un libérateur, et le sente tellement, qu'elle se livre à lui sans réserve, qu'elle se rachète d'un joug. La trahison achève ce qu'avait commencé la fraude.

Cependant l'ennemi a repris haleine; il a, pendant que se joue cette royale comédie, rassemblé, réorganisé ses forces. Les défaites survenant, les villes tombent; tout de chef est en question. Au lieu de glaives et de fusils, on avait mis aux mains des pauvres paysans, quoi? Une plume pour opposer une croix mensurée au pied d'un acte d'abdication de leur liberté, de leur nationalité. A présent, l'aigle alpin, chassé par le vautour, se reploie vers son aire.

Italiens nos frères, Italiens que nous aimons du fond de nos entrailles, reconnaissez enfin vos amis et vos ennemis. Il y a pour tous des moments de vertige. On vous a trompés quel est le peuple qui ne l'a été maintes fois? C'est l'écrivain naturel des rois; les peuples seuls ne trompent point les peuples. Que vous dirons nous de plus? Si vous ne voyez point de notre sang, nous tâcherons qu'il soit utile à d'autres; si vous le voulez, il est à vous, car nous le devons à nos frères.

NAPLES ET SICILE.—Le roi a dit dans son discours d'ouverture: Je suis en paix avec tous les états, même avec l'Autriche. Cette phrase a causé une irritation générale en Italie.

On a reçu par voie d'Angleterre des lettres de Naples du 3. En voici le résumé:

Après les discours d'ouverture par le commissaire royal, les chambres se sont assemblées, mais elles n'ont rien pu faire. 71 députés seulement et 33 pairs étaient présents, tandis que la loi exige absolument la présence de 164 députés et de 78 pairs. Les fonds napolitains ont fléchi de 200.

Les correspondances de Palerme sont du 29 juin. Le parlement discutait la forme du gouvernement et le choix d'un roi. La majorité était pour une monarchie constitutionnelle. Le choix semblait devoir s'arrêter sur le duc de Gènes, fils du roi de Sardaigne. Le fils du duc de Toscane, qui eût eu des chances sans cela, est mince, et l'on veut éviter une régence.

Le *Contemporain* du 2 juillet rapporte, d'après des correspondances de Naples du 29 juin, que dans l'affaire du soulèvement des condamnés siciliens à Procida, le gouvernement napolitain a agi avec une cruauté exécrable: on a précipité les 500 condamnés dans une grande fosse, puis on a tiré sur eux des coups de canon à mitraille. 200 ont été tués sur la place; le reste a été mutilé.

ITALIE.—Il *Risorgimento* annonce que l'armée piémontaise doit sortir de Peschiera pour aller camper sous Mantoue, dont la garnison, portée actuellement à 12,605 hommes, a besoin d'être contenue.

Les troupes qui menacent Venise ne sont qu'un nombre de 13 à 20,000 hommes; les défenseurs de cette ville sont au moins en nombre égal, et leurs communications sont libres par mer.

Il y a eu, le 21, à Partello, un engagement d'artillerie entre les Piémontais et les autrichiens. Ces derniers ont dû se retirer après avoir subi quelques pertes.

Le gouvernement provisoire de Lombardie a ordonné, le 23 mai, l'appel sous les drapeaux des classes disponibles des années 1823, 1824, 1825. Le service des trois classes ne dépassera pas un an. Tous ceux qui auront acquis l'expérience du service militaire, même dans les rangs des troupes autrichiennes, n'ayant pas plus de quarante ans, sont invités à faire partie de l'armée. On leur offre un surcroît de solde équivalant à la paye d'un caporal.

Il sera procédé immédiatement à la formation d'une armée de réserve. Ce camp sera établi le long du Mincio et de la Chiave.

La taxe personnelle est abolie, tant pour la moitié appartenant à l'Etat, que pour celle dévolue aux communes.

Il est institué un comité central extraordinaire pour compléter l'organisation et l'armement de la garde nationale et en mobiliser la majeure partie.

La ville de Palma-Nova (Vénétie), qui avait été jusqu'ici vaillamment défendue par les italiens, est tombée au pouvoir des autrichiens. Ainsi l'annonce du moins, par une dépêche télégraphique datée de Vienne, 26 juin, et insérée dans la *Gazette universelle d'Autriche*.

## LA CONSPIRATION DU 14 JUILLET.

Nous extrayons le passage suivant de la correspondance que nous adresse M. F. Gaillardet, et que son étendue nous empêche de donner aujourd'hui. Nos lecteurs y verront retracée au vrai, la situation de Paris, et qu'elles ont été l'origine, la valeur et l'importance réelles des rumeurs si alarmantes et si diverses enregistrées par la presse anglaise.

... Mais si l'esprit et l'intérêt s'étaient enfoncés dans la salle des séances publiques, ils s'étaient réfugiés dans la salle des conférences où couraient les rumeurs les plus diverses, les nouvelles les plus sinistres et les plus rassurantes à la fois. Dans un groupe, on rapportait que les divers bureaux chargés de discuter le projet de constitution avaient, d'un commun accord, fixé à un million, les appointements du futur Président de la République. Dans un autre, on parlait de découvertes de poudre, de saisies de cartouches et de tentatives de barricades, rue Moutetard. M. Paul Féval, rédacteur de l'*Avenir National*, racontait, non pas comme une rumeur, mais comme une histoire vraie les détails d'une conspiration découverte et déjouée par la police. Cette conspiration devait éclater, demain 14, anniversaire de la Bastille, par l'incendie d'une part et des barricades de l'autre. Afin de donner aux insurgés le temps de prendre toutes les mesures, les conspirateurs avaient imaginé de faire enlever toutes les jeunes filles des pensionnats et des couvents si nombreux dans le faubourg St. Marcel et du côté de Montmartre, et de placer ces jeunes filles sur les barricades pour s'en faire un rempart. Ces détails semblaient un peu fantastiques à bien des honorables présentants; cependant la vérité est que, les quartiers St. Jacques, St. Lazare, St. Antoine, ont été agités et que l'autorité a redoublé de surveillance et d'énergie.

Les généraux Lamorieière, Changarnier et leurs collègues ont résolu d'être impitoyables envers tous les soldats, officiers et gardes nationaux convaincus de lâcheté ou de négligence. Le premier a fait publier hier, un ordre à l'armée qui flétrit et licencie un détachement du 18<sup>ème</sup> régiment d'infanterie légère, qui, dans la journée du 25 juin, a rendu ses armes aux factieux sur la place des Vosges. Le second adressait, en même temps, aux gardes nationales de la Seine, un ordre du jour dans lequel il signale douloureusement le colonel Thirion, de la 3<sup>ème</sup> légion, qui, ayant reçu l'ordre de se rendre à la mairie pour s'y entendre avec le général en chef, s'est fait remplacer par son lieutenant-colonel sans indiquer les raisons, peut-être bonnes, qui l'ont empêché de se trouver au rendez-vous. "Si une pareille infraction aux ordres du service venait à se renouveler, dit l'ordre du jour, le conseil supérieur de discipline aurait à l'apprecier." Cette mise au ban de la publicité de M. Thirion sera pénible pour tous ceux qui, à New-York, connaissent ce négociant honorable, dont le patriotisme ne saurait être mis en doute. Mais le service militaire à des lois inexorables, et si l'inflexible sévérité de nos généraux d'Afrique est un peu dure pour des soldats citoyens, elle est une garantie de vigilance qui a fait renaitre la confiance, en dépit de toutes les alarmes, vraies ou fausses, de la chronique.

Courrier des C. U.

## M. DE CHATEAUBRIAND.

Au milieu du bruit public qui a rempli ces derniers jours, et comme si ce n'était pas assez de tant de victimes, la mort est venue frapper encore une des illustrations de la France, M. de Chateaubriand. Entre les noms contemporains, celui-là était un des plus retentissants. C'était une gloire accomplie. La carrière de M. de Chateaubriand a été longue et complète; la Providence, qui le traitait comme un de ses élus, lui accorda des jours nombreux, et, après avoir traversé des temps mémorables et d'immenses événements, qui ont héris, élevé, mûri et mis en lumière ses admirables facultés, après avoir largement dépensé le feu de la jeunesse la force de l'âge mûr, l'expérience d'une vieillesse sereine et puissante, il s'est éteint dans la majesté de ses quatre vingt ans.

Destiné à l'église, en sa qualité de cadet d'une noble famille, M. de Chateaubriand trouva le ven maternel en prenant l'épée. Il entra dans le monde avec l'épée et le sous-lieutenant; mais bientôt son inquiète imagination le

porta vers une carrière plus aventureuse, et il entreprit un voyage en Amérique. En partant pour ce lointain pèlerinage, l'écrivain ne s'était révélé que par un morceau de poésie fugitive, et s'il eût péri à le châte du Niagara, comme il fallait le faire, le nom de Chateaubriand n'aurait figuré dans le monde littéraire, que pour une pièce de vers sur les agréments de la campagne, insérée dans l'*Almanach des muses* de 1789.

Ce fut ce voyage qui donna l'essor à son génie. Il trouva dans les solitudes du nouveau monde l'élevation de sa pensée; dans les merveilleux spectacles de la nature, l'éclat des images; dans le murmure des flots et dans le frémissement des forêts, l'harmonieuse ampleur du style. Et quand il revint en Europe après trois années de ces études errantes et contemplatives, le poète rapportait les tableaux éblouissants et les magnifiques épisodes du *Génie du Christianisme*.

On sait quel fut l'effet produit par ce livre, et de quelle puissante influence il servit les desseins du premier consul et contribua au rétablissement de la religion. Le succès, la gloire et la faveur accueillirent le jeune écrivain, qui dès lors, vit s'ouvrir devant lui la route de la fortune et des honneurs; mais son ambition ne pouvait faire plier les rigides principes de cet homme chevaleresque, qui fut toujours la règle de sa conduite, et lorsque le duc d'Anguian tomba dans le fossé de Vincennes, M. de Chateaubriand donna sa démission de ministre plénipotentiaire en Valais.—La disgrâce ou le volontaire abandon des affaires publiques est presque toujours une heureuse circonstance dans la vie de ces hommes éminents, que la politique dispute à la littérature. En quittant la diplomatie, M. de Chateaubriand se lança de nouveau dans la carrière des voyages; il visita la Terre-Sainte, parcourut la Grèce, traversa l'Afrique et l'Espagne, et au retour, il publia les *Martyrs* et l'*Itinéraire de Paris à Jérusalem*. Il n'est pas de haut fait diplomatique qui eût valu de tels ouvrages. L'Académie offrit à l'auteur le fauteuil laissé vacant par la mort de Joseph Chénier. M. de Chateaubriand accepta cet héritage, mais ne consentit pas à faire l'éloge de son prédécesseur, et dans son discours de réception, il critiqua sévèrement la vie politique du poète qu'il remplaçait. L'empereur ne voulut pas que ce discours fût prononcé, M. de Chateaubriand, refusant d'y rien changer, conserva le titre d'académicien sans être admis à occuper le fauteuil, qui resta vide jusqu'à la Restauration. A cette époque, l'illustre écrivain se signala par des écrits politiques qui le rendirent aux affaires publiques, et c'est ainsi qu'il devint tour à tour ambassadeur et ministre. Mais, sous la Restauration comme sous l'Empire, il demeura fidèle à la voie de sa conscience, et lui sacrifia ses grandeurs et sa fortune. Une disgrâce fut le prix de cette noble conduite, et ce n'est pas le seul sacrifice que fit à ses convictions l'homme qui fut l'hôte de Washington et l'ami d'Armand Carrel.

Lorsque les princes de la branche aînée des Bourbons tombèrent du trône et furent chassés de la France, M. de Chateaubriand se fit le consolateur de leur exil, et mérita le beau titre de courtois du malheur. Dès ce moment, il vécut dans la retraite, et les intimes causeries de l'Abbaye-aux-Bois ont été illuminées par les dernières lueurs de ce grand et noble esprit.

M. de Chateaubriand était le doyen de l'Académie par son ancienneté, mais non le doyen d'âge; M. Tissot, né dans la même année, avait quelque mois de plus que lui. Il ne resta plus maintenant que deux académiciens de l'Empire: M. Lacretelle, qui succéda à Esmeiard en 1813, et M. Baour-Lormain, qui fut élu dans les cent-jours, en remplacement du chevalier de Boufflers.

La semaine dernière a été la semaine des funérailles: jeudi, les nobles victimes des sanglantes journées de juin; vendredi, l'archevêque de Paris; samedi, M. de Chateaubriand. Semaine de deuil et de tristesse! Beaucoup de ceux qui s'étaient rencontrés aux deux premières cérémonies, se sont retrouvés dans l'église des missions étrangères de la rue du Bac, rendant un dernier hommage à l'illustre auteur du *Génie du Christianisme*.

Il y avait là, parmi les sommités politiques et littéraires, M. Molé, M. Decazes, M. de Lamennais, V. Béranger, M. le général Donnadieu, M. de Balzac, M. Jules Janin, M. Rolle, M. Gustave Planche, et bien d'autres encore.

Les dames de lettres figuraient en grand nombre à la cérémonie. Les quatre coins du drap mortuaire étaient tenus par M. Ampère, M. Patin, M. Hyde de Neuville et M. de Talara. Il n'y avait pas une seule décoration sur le cercueil, bien que M. de Chateaubriand eût tous les ordres de l'Europe, y compris même la Toison d'Or.

Le discours d'adieu a été prononcé par M. Patin, chargé de cette mission en sa qualité de directeur de l'Académie française.

Après le service funèbre, les restes mortels de M. de Chateaubriand ont été déposés dans les caveaux de l'église, en attendant qu'ils soient transportés dans le tombeau que l'illustre écrivain s'est fait construire dans son pays natal en Bretagne.

EUGÈNE GUIZOT.

ANGLETERRE.—La reine a renoncé à son voyage en Irlande, non seulement à cause de l'irritation générale qui régnait dans le pays, mais parce que les ministres ont été informés que le jour de l'entrée de la reine à Dublin, trois cents députés nommés par les clubs y seraient réunis et prieraient S. M. de venir ouvrir en personne le parlement irlandais.—Les cinq rédacteurs arrêtés sont M. Duffly, de la *Victory*; Hobart, Williams et Doherty, de la *Tribune*, et Martir, du *Félon*.—M. Duffly a comparu devant le magistrat sous la prévention de délit de sédition. Il s'est plaint vivement de ce que la police avait envahi ses bureaux, enlevé tous les numéros de son journal et même les registres et papiers étrangers à la prévention. M. Tyndal lui a répondu que la police avait agi sous sa responsabilité. M. Duffly a répliqué que si la police se permettait encore d'entrer chez lui pour enlever ses registres et ses papiers, ses employés appelleraient à secours et chasseraient les agents de la police comme pillards. M. Williams et Doherty, rédacteurs en chef de la *Tribune*, ont comparu aussi devant M. Tyndal, sous prévention de haute trahison, pour avoir publié certains articles dans leur journal. M. Williams déclare que les articles incriminés

ne s'adressaient pas à la reine mais à la tyrannie et à l'arbitraire exercés en son nom. Les accusés ont été ensuite conduits à Newgate.—Le tableau des recettes de la Grande-Bretagne, pendant le trimestre qui vient de s'écouler, présente, par rapport aux recettes du trimestre correspondant de 1847, une diminution de 327,731 liv. st.—Tous les accusés chartistes déclarés coupables, par le jury, ont subi, le 10 juillet, leur condamnation. Ils ont été condamnés, pour la plupart, à deux ans de prison pour délit de sédition, et ceux qui étaient déclarés avoir fait partie d'une association illégale, auront un supplément de peine de deux mois. Ernest Jones, après avoir entendu la sentence de condamnation, dit au président: "Je vous salue une bonne nuit, puis-je vous dormir avec la devise de la charte autour du col, et point de transaction?"

PROVINCES DANUBIENNES.—La *Gazette de Vienne* du 4 annonce que la nouvelle de l'entrée des Russes en Moldavie, bien que généralement accréditée, était au moins prématurée. Il n'est pas vrai non plus, ajoute cette feuille, que le commissaire turc ait, de son côté, invité le gouvernement de Constantinople à faire entrer les troupes dans les principautés. La *Gazette de Vienne* ne dit pas sur quelle autorité elle fonde cette rectification, ou, si l'on veut, ce démenti qu'il est permis de croire hasardé. La *Gazette de Spener*, qui est un journal grave, répète dans sa feuille du 9, d'après sa correspondance de Vienne du 6, la nouvelle des Russes en Moldavie et la donne comme positive.

Voici la note publiée à ce sujet par ce journal: "Le général russe Duhamel s'est rendu en toute hâte à Leova (de Russie) au delà du Pruth. Arrivé le 25 juin, il donna le signal d'alarme à coups de canon, et aussitôt l'armée de 25,000 hommes commandée par le général Erzenstein (2 régiments de cheval-légers, 2 régiments de hussards, 3 divisions de cosaques et d'infanterie de ligne) traversa le Pruth et entra dans Moldavie. Ceci se fit avec une telle hâte que les pontons n'étaient pas prêts, la plus grande partie de l'armée traversa le Pruth à gué. Le général Duhamel se rendit à Jassy et annonça au prince que, pour maintenir l'ordre et la tranquillité dans la Moldavie, il occuperait Jassy, et que la plus grande partie de l'armée se rendrait dans la Valachie. Le commissaire turc fit aussitôt un rapport à Constantinople et le lendemain, les boyards moldaves, le chef métropolitain et plusieurs évêques portèrent au sultan une protestation contre l'occupation russe."

L'abbé de Lamennais.—Le *Représentant du peuple*, dans sa réponse au *Débat* se déclare conciliant; que les hommes qui ont agité le mécontentement des insurgés et qui leur ont mis les armes à la main, sont des partisans des vieilles royautés.

L'abbé de Lamennais va plus loin dans le *Peuple constituant*. Voici les dénonciations qu'il formulait hier avec une témérité qui touche de bien près à la démence.

Il devient de plus en plus évident que l'insurrection n'a été qu'un de ces affreux massacres organisés successivement sur tous les points de l'Europe par la royauté. Laissez-les d'agir, les factions le préparaient depuis plusieurs mois et ne s'en cachèrent pas. Trois prétendants, trois conjurations, ou plutôt deux, car, après la révolution qui satisfait les rancunes de la branche aînée contre la branche cadette, les deux branches, unies par un intérêt commun, s'unirent d'une commune conspiration, que l'on a vue, jour par jour, grandir et se développer sous la direction de chefs habiles, sans que le pouvoir chargé des destinées de la république ait jugé à propos d'y apporter d'obstacles.

Plusieurs sortes de moyens ont été mis en œuvre: s'emparer des emplois, user de toutes les influences pour pénétrer dans l'Assemblée nationale, la diviser d'abord, la dégrader ensuite; prolonger la crise financière, industrielle, et troubler ainsi; augmenter la misère par la suspension de la loi sur le pas-ser le peuple sous les fourches caudines de la faim; exciter les craintes, fomenteur le mécontentement, et semer les discordes.

Cela fait, on a partout cherché des bras que l'on put armer pour l'ennemi et la guerre civile; on a recruté, en orléans, réclant à pleines mains l'or en partie fourni par l'étranger, toujours mêlé à nos désastres. On a armé, on a formé une force contre-révolutionnaire composée de divers éléments: d'hommes enrégimentés sous des chefs et livrés à un maniement des armes de malheureux en toute occasion prêts à se vendre à quiconque les paie, et de l'écrivain même de la population, forcés de se livrer, repris de justice, et autres."

Le peuple, possédé à tout par les provocations des royalistes et réduit par d'affreux calculs à la plus extrême misère, sera venu follement, comme a prouvé, se joindre à l'armée des conspirateurs.

Telle est la version de M. de Lamennais. L'*Univers* qualifie cette opinion de *sauvage*; il y est permis au moins de la trouver absurde.

LE PEUPLE CONSTITUANT.—Sur les réquisitions de M. le procureur de la république, M. Broussais, juge d'instruction qui a reproduit l'article du journal le *Représentant du Peuple* sur l'ajournement du paiement du terme de loyer du 15 juillet et la réduction d'un tiers sur les termes à échoir. Pareille saisie vient d'être faite du numéro d'aujourd'hui du journal le *Peuple constituant*, dont le gerant est prévenu du délit d'exécution à la haine et au mépris du gouvernement.

Le *Peuple Constituant* a paru avant-hier encadré par des bandes noires. Il annonçait à ses lecteurs qu'il paraissait pour la dernière fois, la république ayant cessé d'exister en France.

FRANCORT.—L'élection de l'archiduc Jean à la lieutenance générale de l'Empire était tellement certaine, que les journaux de Francfort ont cru pouvoir la donner comme accomplie, lorsqu'elle n'était encore que résolue. C'est le 29 seulement que l'élection a eu lieu par appel nominal, chaque député déposant dans l'urne un bulletin portant un seul nom. Le dépouillement a donné le résultat prévu par tout le monde. L'archiduc a obtenu 436 voix; le président de l'assemblée, M. Henri de Gagern, a réuni 52 suffrages, et M. d'Ytzen, 32. Vingt-cinq membres se sont abstenus. Une commission a été, le même jour, érigée nommée par l'As-